A photograph of a room, likely a bedroom, with a bed in the foreground. The bed has a patterned coverlet with blue and white floral designs. In the background, a red flag with yellow text is partially visible, hanging from a pole. The wall is a light, textured color. The overall lighting is somewhat dim, creating a moody atmosphere.

LA  
GAUCHE  
RÉVOLUTIONNAIRE

# LIDER

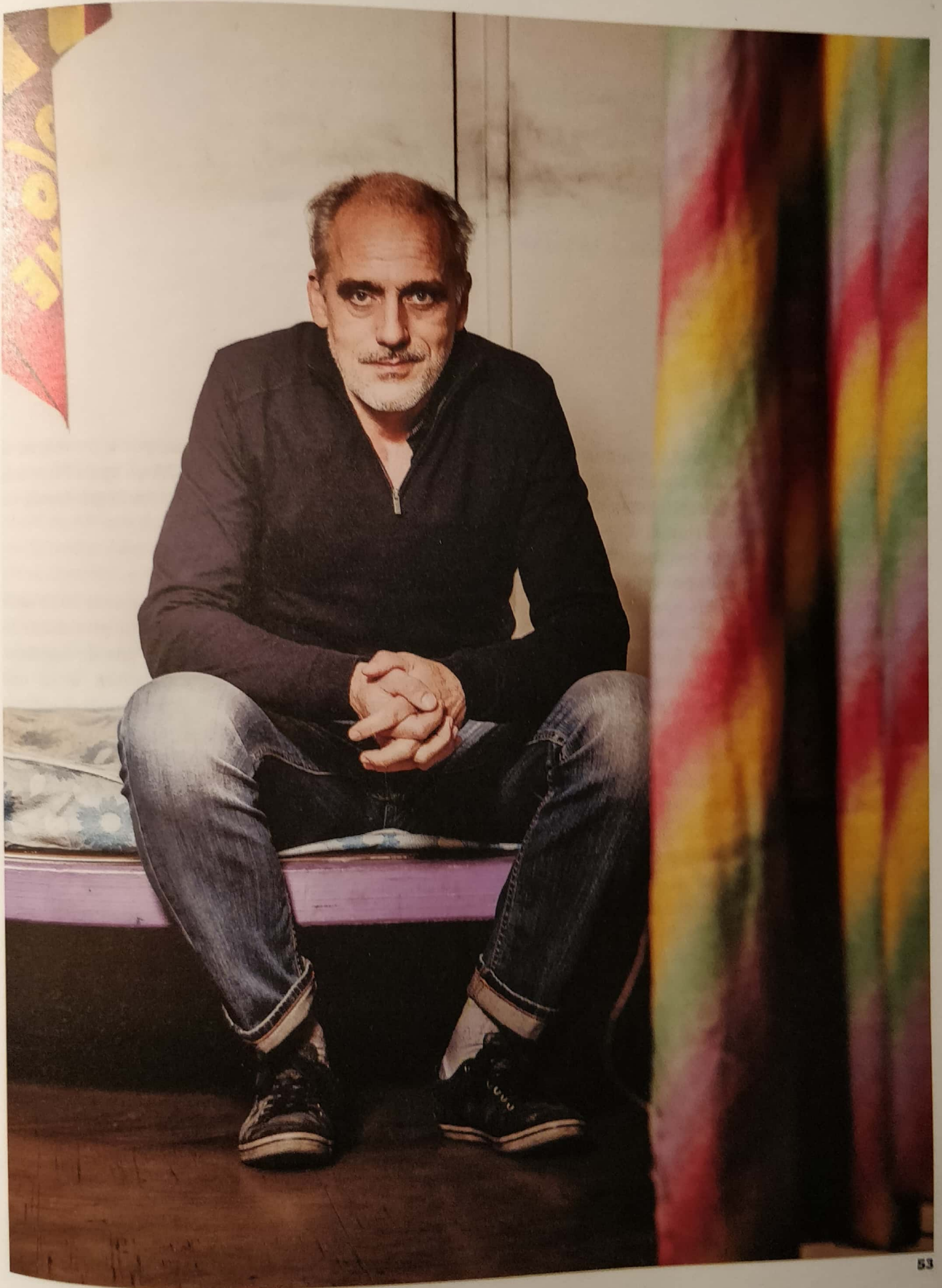
→ **MINIMO**

Mais par quel malicieux hasard ou glorieux sortilège un ancien militant de Lutte ouvrière peut-il se retrouver par deux fois candidat à l'élection présidentielle au nom du frère ennemi, le NPA ? Un portrait de l'ouvrier **PHILIPPE POUTOU**, l'homme qui ne sait pas dire non.

PORTRAIT PAR **KEVIN POIREAULT**

PHOTOS **ARNAUD MEYER**







**PHILIPPE  
POUTOU**

« J'annonce maintenant ma démission du comité exécutif. » Deux ans après la campagne du Nouveau Parti anticapitaliste à l'élection présidentielle de 2012, Philippe Poutou veut se dégager de ses responsabilités. Lassé de ce groupe trop « parisien » pour lui qui vit à Bordeaux, et du « manque de démocratie et de respect entre camarades », il envoie, un dimanche soir après avoir discuté avec sa compagne, un e-mail aux membres du NPA pour les avertir de cette décision longuement mûrie. « Les camarades de la direction savaient que j'en avais marre, mais tout le monde me conseillait de ne pas le faire. Ils craignaient les conséquences », rigole aujourd'hui celui qui s'aventure dans une nouvelle campagne présidentielle. Trois jours plus tard, Mediapart récupère le message – « Nous ne savons toujours pas comment... mais nous n'avons pas mené l'enquête ! » assure-t-il, le sourire en coin – et le publie sur son site. Dès le lendemain, Olivier Besancenot, figure emblématique du parti, est contraint de minimiser la situation dans les colonnes du *Figaro* et d'affirmer que « Philippe Poutou ne démissionne ni du NPA ni de la direction », jouant sur le fait que son camarade reste au « conseil politique national », le « parlement » du parti. Cet épisode gênant pour un NPA déjà en crise depuis plusieurs années illustre une des facettes de Philippe Poutou : il n'a aucune envie d'être mis en avant et préfère se qualifier de « militant de base » ou de « militant lambda ». « Olivier, ou Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière, sont dans la direction de leur parti quand ils sont désignés, explique-t-il. Moi, je suis à peine à la direction locale de Gironde. J'y suis de fait, parce qu'on m'a dit, après la lutte à l'usine Ford, qu'il fallait que je l'intègre.

Mais personnellement, je ne voulais pas. » De même, il ne rejoint le comité exécutif du NPA qu'après l'élection présidentielle de 2012, et ne l'a pas réintégré depuis sa démission.

### LE BON PROFIL

Lorsqu'Olivier Besancenot annonce en mai 2011 qu'il ne renouvellera pas l'expérience de la présidentielle une troisième fois, le NPA n'a alors pas de candidat remplaçant. « Philippe correspondait bien à ce que nous avions envie d'exprimer à ce moment-là », résume Christine Poupin, l'une des deux porte-parole du parti. Alain Krivine, fondateur de la LCR, développe : « Le fait qu'il était ouvrier, ça comptait. On savait qu'il venait de Lutte ouvrière mais qu'il n'était pas exactement du même courant. C'était surtout un délégué syndical à la CGT. Après Besancenot, comme nous n'avions malheureusement pas de femme connue à l'époque, c'étaient des éléments convaincants. » D'ailleurs, Philippe Poutou en est tout à fait conscient : il a « le profil » pour succéder à Olivier Besancenot.

Politisé dès le collège avec Stéphane Augagneur et « Fred », deux compères « artistes » originaires du même quartier de Léognan, en Gironde, ce fils d'un postier et ancien militant syndicaliste (CGT puis FO) et d'une femme au foyer « fortement sympathisante du PS » arbore dès ses 14 ans, dans la chambre qu'il partage avec son frère, une rose accrochée au mur et un poster de François Mitterrand : « Le plus vieux souvenir que ça a procuré à mes parents : nous écoutions la radio le dimanche soir dans la cuisine et mes parents ont levé les



« Olivier, ou Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière, sont dans la direction de leur parti quand ils sont désignés. Moi, je suis à peine à la direction locale de Gironde. J'y suis de fait, parce qu'on m'a dit, après la lutte à l'usine Ford, qu'il fallait que je l'intègre. Mais personnellement, je ne voulais pas. »

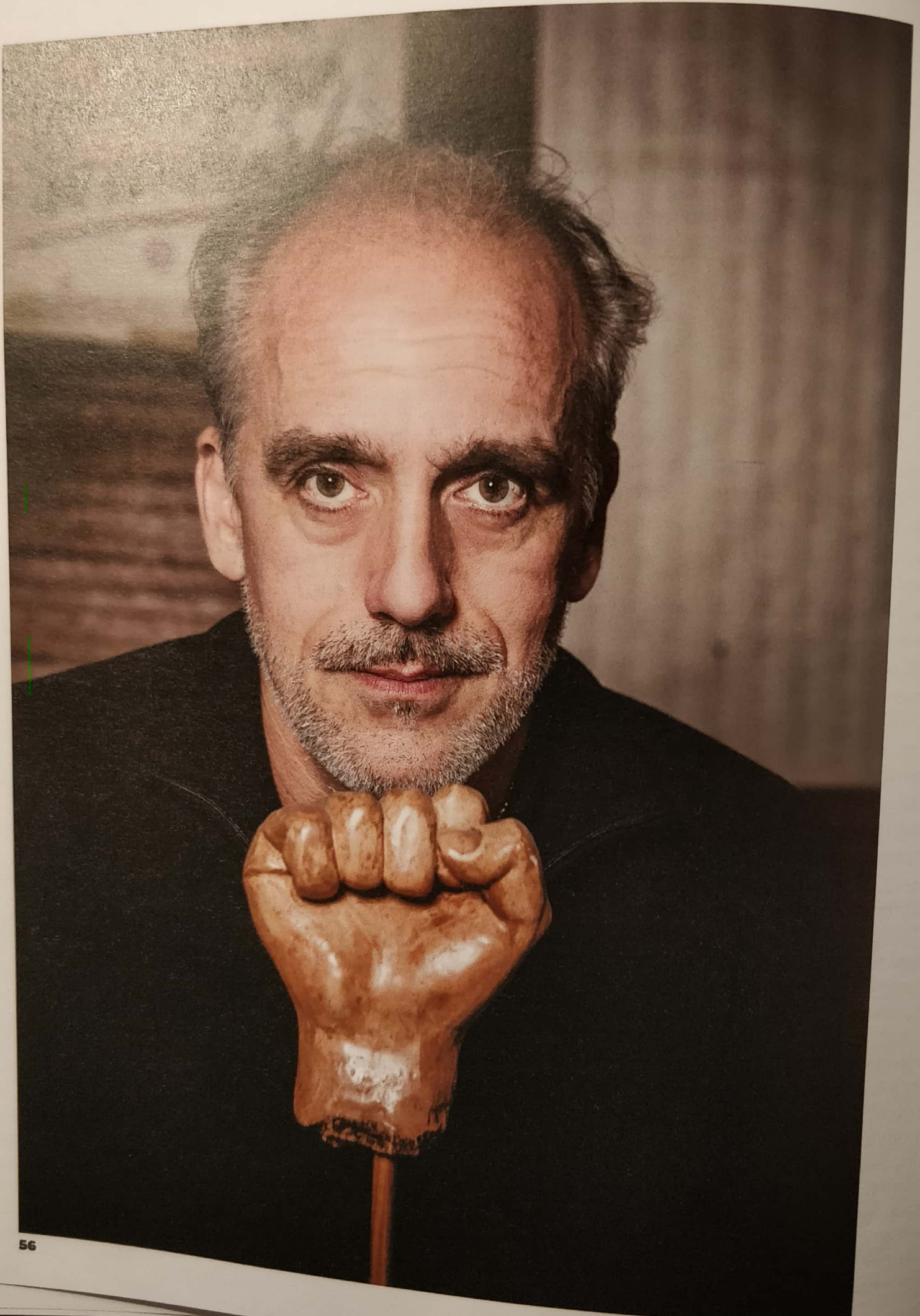
*bras comme si Bordeaux avait marqué un but.» Puis le jeune Philippe Poutou s'intéresse à l'antiracisme, aux « idées écolos et antinucléaires », à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et à « l'anti-Pinochet », un poster de Salvador Allende venant agrémenter la décoration de sa chambre. « Au début, nous militions contre l'extrême droite: nous allions décrocher des affiches du FN à Léognan, rembobine Stéphane Augagneur. C'était un peu un acte de voyous. Après, nous avons fait des petits coups: un samedi après-midi, quand le premier élu d'extrême droite est venu dans le bar Le Terminus à Léognan pour se montrer, avec "Fred" et Philippe nous avons fait une petite escapade dans le troquet et nous l'avons apostrophé. Puis dans les années 1980, alors que la loi Devaquet allait passer, nous avons envahi différents spots dans les lycées pour essayer de se battre contre cette loi et nous avons monté une cellule hors de tout système politique. »*

La rupture de Philippe Poutou avec le PS survient à cette époque: « La bascule se produit en 1985, au moment de l'assassinat d'Éloi Machoro, un indépendantiste kanak, par la police du gouvernement socialiste. J'avais 18 ans et j'étais persuadé que Mitterrand allait donner l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie – alors que je ne suis même pas sûr qu'il ait promis une telle chose. » Les trois amis ne sont alors pas insensibles aux discours des vendeurs de journaux de Lutte ouvrière. « Fred » est le premier à rejoindre l'organisation trotskiste sous le pseudo de Reiser en 1982, suivi par Stéphane Augagneur, alias Asia, en 1983. « Le plus réticent, c'était Philippe, raconte ce dernier. Et finalement, c'est le dernier qui y est resté. » En effet, alors que ses deux amis quittent LO dans les deux

ans qui suivent leur adhésion – « j'ai vite compris que nous étions manipulés », dénonce Stéphane Augagneur – la première méfiance de Philippe Poutou lors de son arrivée dans le parti en 1984 laisse rapidement place à un intérêt pour l'enseignement des « petits professeurs rouges » de Lutte ouvrière. Il participe assez régulièrement aux rendez-vous de LO, organisés dans les arrière-boutiques de cafés bordelais, « des petits topos sur des moments historiques » dont le plus marquant a été pour lui celui sur la Commune de Paris. Encore assez enthousiasmé par cette époque, il n'en reconnaît pas moins que l'organisation trotskiste était « très disciplinée, très exigeante » et l'ambiance « pas terrible ». Exemple: « Nous faisons des stages de lecture pour lesquels nous allions à Paris une semaine. On peut considérer ça comme de l'embrigadement, concède Philippe Poutou avec prudence, mais c'était aussi un apprentissage, avec l'idée de former des militants capables de transmettre tout ça après. » Son ami de l'époque, lui, est beaucoup plus critique: « Nous avons dû mentir à nos parents, parce que nous n'étions pas majeurs, pour partir soi-disant à la Fête de l'Huma à Paris. Ces séminaires, c'était du bourrage de crâne. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de quitter Lutte ouvrière. » Philippe Poutou, lui, y restera quelques années de plus.

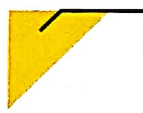
En 1995, alors que le jeune Philippe Poutou fête les 5,3 % d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle avec ses camarades LO de Bordeaux, cette dernière entend construire « un parti plus large que Lutte ouvrière », se souvient Monica Casanova, autre militante du parti à Bordeaux de l'époque. Ni une ni deux, le parti trotskiste commence à discuter de cette idée en interne et publie







« À LO, nous allions à Paris une semaine. On peut considérer ça comme de l'embrigadement mais c'était aussi un apprentissage, avec l'idée de former des militants capables de transmettre tout ça après. »



un journal gratuit de quatre pages pour la promouvoir, bardé du sobre nom *Lutte ouvrière*. « Cette idée d'un parti large a été vite abandonnée, mais sans explication, déplore Philippe Poutou. Quelques-uns d'entre nous ont demandé pourquoi il n'y avait plus le journal, pourquoi on ne parlait plus de ça. Là, ça s'est crispé. » Pourquoi un tel revirement ? « À la direction du parti, ils continuaient de penser que ce parti large, ce serait *Lutte ouvrière* qui s'élargirait et qui deviendrait le seul parti révolutionnaire, sans penser au reste des organisations et aux autres militants révolutionnaires », complète Monica Casanova. « La question politique s'est ensuite mélangée avec un problème disciplinaire, parce que des camarades n'avaient pas respecté les statuts du parti », poursuit Philippe Poutou, qui dénonce une « bataille de petits chefs ». « Il refait un peu l'histoire, rétorque Guillaume Perchet, militant de LO, arrivé à Bordeaux trois ans après l'événement. À l'été 1995, toute l'organisation a parcouru la France pour voir si, parmi les électeurs potentiels, il y en avait qui étaient prêts à faire plus. Nous nous sommes rendu compte que nous n'avions pas ces potentiels électeurs supplémentaires pour créer un tel parti. » Pour ce dernier, les désaccords « ont commencé bien après 1995 ».

Ce qui est certain, c'est qu'en décembre 1996, LO exclut quatre militants de son comité central et de son comité exécutif lors de son congrès annuel. Puis en mars 1997, le parti organise à Paris une assemblée générale pour évincer une grande majorité des groupes locaux de Bordeaux et de Rouen, soit 10% de ses adhérents

– une première dans l'histoire du parti. La majorité de ce groupe crée le mouvement « Voix des travailleurs » ainsi qu'un journal du même nom pour assurer la transition, et intègre la LCR en juin 2000, « avec une standing ovation », conclut joyeusement Monica Casanova. Stéphane Augagneur, qui avait quitté le parti depuis des années, a eu longtemps peur que son « pote de collègue » ne soit endoctriné par LO. Il reconnaît s'être trompé : « Avec le recul, je dirais que Philippe a été malin : il a fait son travail d'opposant, a pris son rôle de contestataire à cœur, mais *Lutte ouvrière* n'était qu'un moyen d'amener de l'eau à son moulin. Il se servait de la structure. »

En parallèle, Philippe Poutou arrête ses études après un échec au bac mécanique, et, au grand dam de ses parents, enchaîne les petits boulots pendant une dizaine d'années. En 1999, il signe un CDI à l'usine Ford Aquitaine Industries, qui fabrique des boîtes de vitesse à Blanquefort, en Gironde, après y avoir travaillé pendant trois ans en intérim. Il prend sa carte à la CGT. En 2005, Alain Claus, le PDG de l'usine, décide de supprimer 500 emplois. « Pour garder une intersyndicale, les anciens de la CGT demandaient une somme d'argent, se remémore Gilles Lambersend, élu CGT de l'usine arrivé en 1989. Nous avons donc signé un accord de garantie qui promettait 120 000 euros pour tout départ. Les anciens cégétistes sont partis – avec les conditions du plan social – et, avec la nouvelle équipe CGT, nous avons aussitôt dénoncé cet accord. Ce n'était pas le pognon qu'on voulait, mais le boulot. Et nous étions presque contre l'avis de l'atelier ! »



PHILIPPE  
POUTOU

«Avec le recul, je dirais que Philippe a été malin :  
il a fait son travail d'opposant, a pris son rôle de contestataire  
à cœur, mais Lutte ouvrière n'était qu'un moyen d'amener  
de l'eau à son moulin. Il se servait de la structure.»

STÉPHANE AUGAGNEUR

Dans cette nouvelle équipe «très inexpérimentée» selon Philippe Poutou, on compte plusieurs militants, notamment de la LCR. «Je deviens le porte-parole de la lutte à partir du moment où des médias sont venus», admet-il. Très exactement quand TV7, une chaîne de télévision bordelaise l'invite sur le plateau de son JT pour répondre à leur PDG, qui se félicite sur France 3 d'un «plan de sauvegarde de l'emploi qui s'est très bien passé». L'équipe lance alors *Bonne nouvelle, les dessous de l'usine*, un journal satirique interne à l'entreprise. «C'est la première fois que nous nous moquions des patrons», sourit aujourd'hui Philippe Poutou. Un an plus tard, en février 2007, alors que l'usine semble de plus en plus en danger, la CGT organise la première manifestation pour la défense des emplois et parvient à rassembler 250 personnes. Il raconte : «Les autres syndicats ne suivent pas, ils disent que c'est trop tôt. Mais notre force, c'est que nous avons démarré une lutte alors que Ford n'était pas encore prêt à annoncer la fermeture du site.» Ces syndicats rallient finalement la CGT et le combat se médiatise grâce à plusieurs opérations coup de poing : blocus de l'usine pendant dix jours puis occupation du stand Ford au Mondial de l'automobile en 2008. Ils réitérèrent d'ailleurs cette dernière expérience tous les deux ans jusqu'à 2014.

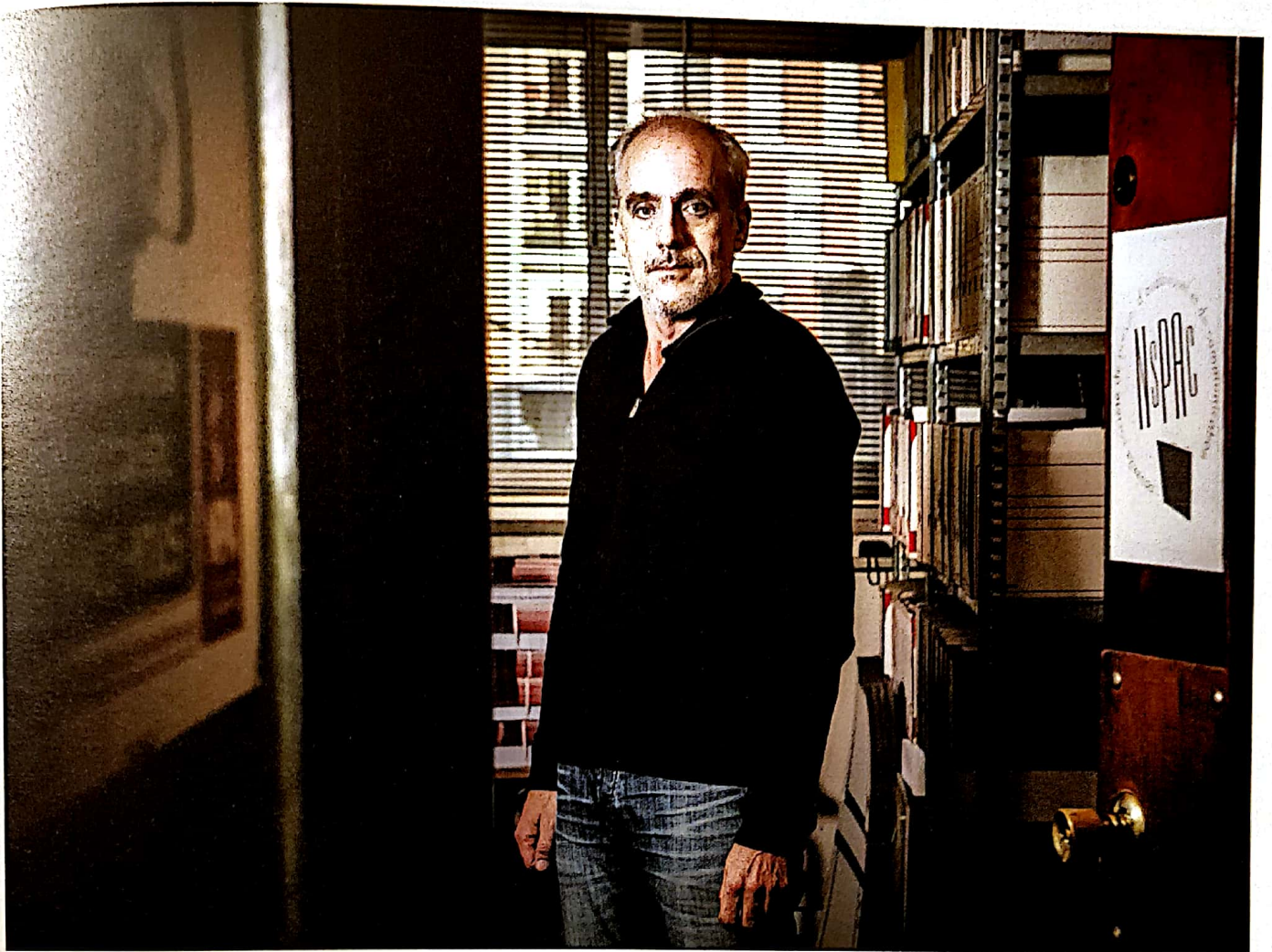
Déjà bien connu du grand public, l'aplomb du syndicaliste Philippe Poutou s'illustre surtout en 2012 : «Habituellement, il y avait des promontoires qui nous permettaient de montrer la lutte dans la grande salle, de loin.

*Cette année-là, les seuls promontoires qu'il y avait étaient les voitures, alors nous sommes montés à quatre sur deux prototypes. Nous voulions montrer que nous étions encore là.»* L'image tourne en boucle dans les JT et Ford signe des accords en 2013 pour sauver un millier d'emplois. Le visage de Philippe Poutou s'est imposé comme celui de la lutte à Ford-Blanquefort. S'il refuse d'endosser le statut de leader de ce combat social, il admet que cet épisode a été un tremplin : «Avec la lutte Ford, je vais devenir localement la partie visible du parti. Donc, j'ai été candidat aux législatives de 2012 dans la circonscription où se trouve l'usine, et aux municipales de 2014 à Bordeaux, où j'habite.»

### DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Au niveau national, Philippe Poutou est pourtant un «petit militant» ou presque. La LCR a fait de bons scores aux deux dernières élections présidentielles avec Olivier Besancenot (4,25 % en 2002 et 4,08 % en 2007) et s'est dissoute pour laisser place au Nouveau parti anticapitaliste en 2009. Après un pic de 9000 adhérents cette année-là, le parti a connu une crise sans précédent, tombant à moins de 2000 militants en 2012. «Dès 2010, il commençait à y avoir des divergences politique au sein de la direction», explique Myriam Martin, alors porte-parole du NPA avec Christine Poupin. Certains d'entre nous pensaient qu'il fallait signer un accord politique aux régionales avec le Front de gauche.» Héritière de ce qui était appelé en interne la plateforme B, cette fraction s'opposait à une autre, la plateforme A, menée par



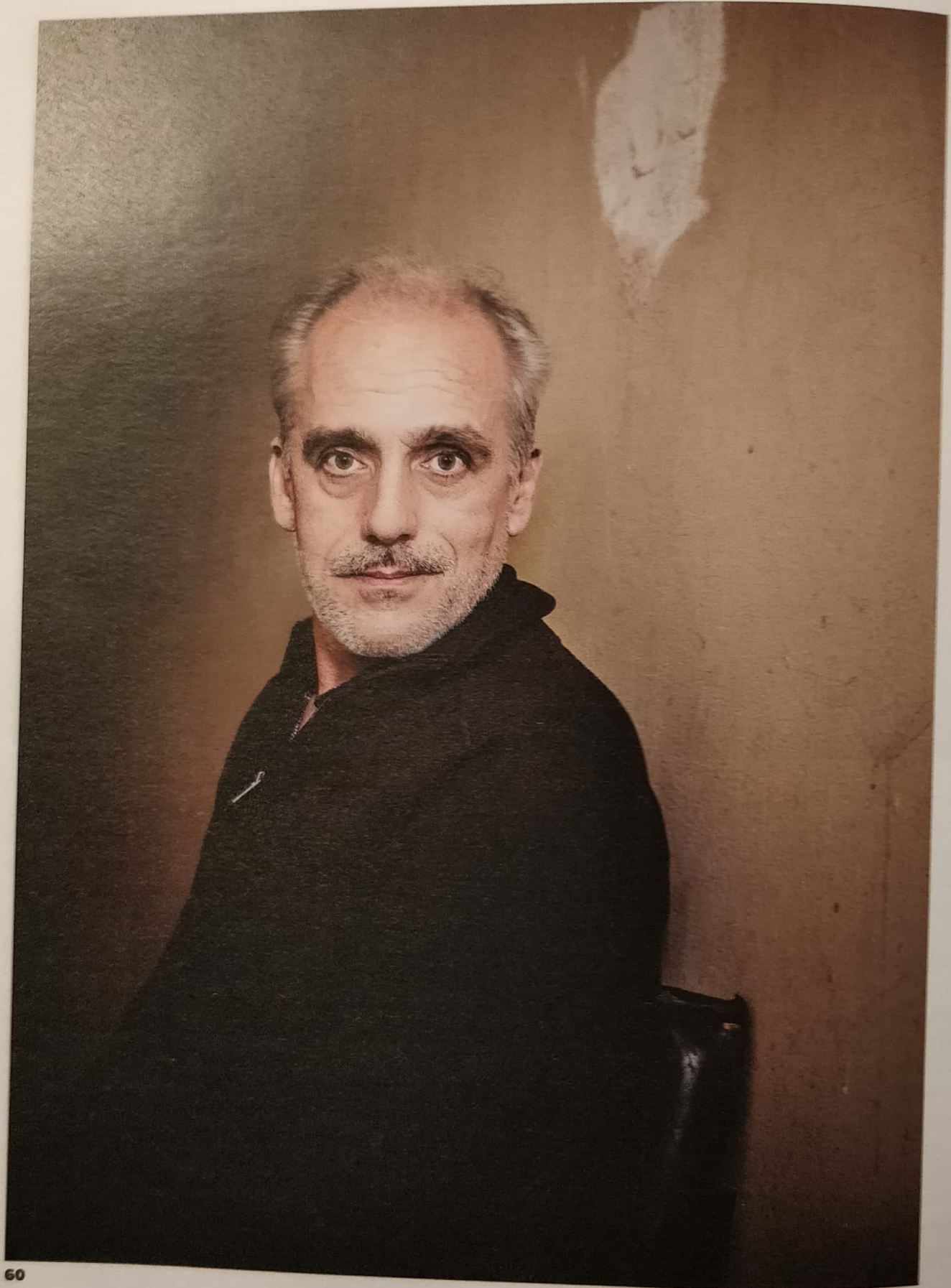


Olivier Besancenot et Christine Poupin (la plateforme C prônait, elle, un rapprochement avec Lutte ouvrière). Majoritaire, la deuxième remporte les débats et le NPA mène campagne seul aux régionales. Certains, comme le mouvement Gauche unitaire de Christian Picquet, quittent le NPA mais d'autres, telle que Myriam Martin, restent, bien qu'en désaccord.

C'est moins d'un an plus tard, sur la question du successeur d'Olivier Besancenot, que le schisme a lieu. «*Quand Olivier a annoncé qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle de 2012, c'était parmi les deux porte-parole que devait être choisie la candidate*», assure Myriam Martin. Or, Christine Poupin ne semble pas vouloir y aller et a été «*très soulagée*» de ne pas être désignée, admet-elle aujourd'hui. Hors de cette effervescence parisienne, Philippe Poutou a acquis le statut de syndicaliste chevronné en Gironde et ses camarades poussent

sa candidature. Comme Vincent Alauze, élu CGT Ford et militant NPA: «*J'avais envoyé un e-mail au comité exécutif du NPA en émettant l'idée que ce serait bien d'être représenté par un ouvrier qui sort d'une lutte victorieuse, donc Philippe. Ça avait mis le bazar dans leurs projets...*» Pour l'entourage d'Olivier Besancenot et de Christine Poupin, c'est une très bonne idée. «*Ils vont nous sortir Philippe Poutou un petit peu du chapeau, soupire Myriam Martin. Je le dis sans aucune méchanceté, Philippe est un homme sympathique, mais nous le connaissions peu puisqu'il ne faisait pas partie de la direction nationale. Selon eux, il fallait quelqu'un d'autre que les porte-parole, qui pourrait même être neutre – or ce n'était pas du tout le cas, Philippe Poutou adoptant en effet la même position que celle d'Olivier Besancenot.*» C'est alors que Myriam Martin, Pierre-François Grond et quelques autres créent Gauche anticapitaliste en novembre 2011.







« Dans la presse,  
on m'appelle le "leader"  
ou le "dirigeant" du NPA,  
mais tout ça, c'est bidon. »

Le candidat Poutou n'est pas tout de suite à l'aise dans les meetings et sur les plateaux télé. Il subit quelques déconvenues, comme lors de son premier passage à « On n'est pas couché », en octobre 2011, où le présentateur et ses deux chroniqueuses, Audrey Pulvar et Natacha Polony, l'entraînent dans un jeu de questions-réponses qu'il maîtrise mal. Il raconte cette expérience dans son livre *Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule !* S'il concède avoir été « coaché » par ses prédécesseurs, Alain Krivine et Olivier Besancenot, il assume une différence de style. « Olivier travaille sur ses sujets, prend des notes. Philippe est un syndicaliste, il le fait moins, analyse Alain Krivine. Dans les manifestations, Olivier est devenu une personnalité politique, on le vouvoie. Philippe, on le tutoie. » Mais très vite, Philippe Poutou discourt sans lire ses notes et gagne en répartie : « Il n'y a pas longtemps, j'étais interviewé dans le cadre d'un documentaire sur les candidats à la présidentielle. À la fin de l'interview, les journalistes me passent une séquence vidéo avec deux images qui durent deux minutes chacune : ma première apparition chez Ruquier et sur le plateau de Pujadas en fin de campagne. J'étais cloué, la différence est énorme ! On se rode, mais il fallait que je le voie pour m'en rendre compte. »

« Monsieur le président », comme l'appellent avec malice ses collègues de Ford-Blanquefort, obtient 1,15 % des voix et ressent un véritable soulagement d'avoir réussi à tenir jusqu'au bout, malgré un résultat « hyper faible ». Et donc, bien qu'il ait affirmé à de nombreuses reprises que ce ne serait pas lui la prochaine fois, il sera bien le candidat du NPA en 2017. « Je me rappelle, à l'époque,

Olivier et d'autres me disaient : "Arrête de dire ça, tu ne sais pas de quoi sera faite la suite !" » plaisante-t-il. Pourquoi encore lui ? « Je n'étais pas le candidat désigné d'office, précise l'intéressé, mais mon nom était l'une des hypothèses pour la prochaine fois. J'ai dit : "OK, on voit si on n'a pas mieux." » Même son de cloche de la part de Christine Poupin, qui estime que, « après avoir vu après Olivier à quel point il était difficile de partir en campagne avec une personne inconnue, il était logique pour cette fois de choisir Philippe ». De son côté, Alain Krivine se dit « sensible à l'argumentation d'Olivier Besancenot : chacun le fait deux fois et au suivant ! » Donc, bien que chaque militant interrogé affirme qu'il serait bien qu'une femme soit candidate la prochaine fois, c'est bien le nom de Philippe Poutou qui est sorti, à l'issue d'un débat, à la dernière conférence nationale, pour être le futur candidat du parti à l'élection présidentielle. Pourtant, en plus de trente ans de militantisme, l'homme n'a pas tellement changé : « Dans la presse, on m'appelle le "leader" ou le "dirigeant" du NPA, mais tout ça, c'est bidon, assène-t-il. Nous sommes tous des militants, et moi, je me retrouve juste là en ce moment. Je préfère "porte-parole" du NPA. » Et après 2017 ? « Je peux vous redire que, c'est sûr, je ne me présenterai que deux fois à la présidentielle, glisse-t-il avec un grand sourire. Et puis on verra dans cinq ans ! » —